**NOTICE DE SELECTION**

**Recrutement de 2 consultants (e)s locaux**

**Pour l’audit de Système d’Information de Gestion**

**de Coopec et IMF partenaires du Projet ACTIF - RDC**

**Référence du dossier :** **126/IC\_NAT/UNCDF/2021**

Date : 24/05/2021

**Pays :** République Démocratique du Congo, Ville : Kinshasa.

**Description de la mission :** Audit de SIG concernant 7 Institutions financières partenaires du Projet ACTIF en RDC

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultance, expertise nationale

**Nombre de poste** : 2

**Durée de la mission :** 60 jours calendaires

**Lieu de prestation :** Kinshasa/République Démocratique du Congo – avec déplacements à l’intérieur du pays

**Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail** **ic.soumission.cd@undp.org** **avec mention de la référence et intitulé du dossier : « 126/IC\_NAT/UNCDF/2021 : Audit des Systèmes d’Information de Gestion** **de Coopec et IMF partenaires du Projet ACTIF - RDC »**

***Veuillez noter qu´il est obligatoire d´indiquer cette référence dans l´objet du message. Les propositions transmises sans indiquer la référence correcte du dossier pourraient ne pas être prises en compte***

**Votre soumission doit être rédigée en Français et assortie d’une durée de validité minimum de 120 (vingt) jours.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le lundi 07 juin 2021 à 23 heures, heure de Kinshasa**

**Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées**

**1. CONTEXTE**

|  |
| --- |
| Le PNUD est l’un des principaux organismes multilatéraux de développement. Présent dans 9 provinces de la RDC, le PNUD aide le pays à élaborer des politiques, à renforcer les capacités institutionnelles et à partager des solutions aux problèmes relatifs au développement durable, à la gouvernance démocratique, aux crises et aux changements climatiques.L’UNCDF est l’agence d’investissement des Nations Unies pour les 47 pays les moins avancés du monde (PMA) incluant la République démocratique du Congo (RDC). Dans le cadre de son mandat de fourniture de capitaux et d’instruments d’investissement, l’UNCDF offre des modèles de financement « au dernier kilomètre » permettant de débloquer les ressources publiques et privées, notamment au niveau national, afin de réduire la pauvreté et d’encourager le développement économique local. Le projet ACTIF pour « Action, Changement, Transformation par l’Inclusion financière » en sigle ACTIF est mis en œuvre conjointement par le PNUD et UNCDF sur financement de l’Ambassade de Suède en République démocratique du Congo (RDC) pour la période d’octobre 2017 à Février 2021 avec un budget de 5,8 millions USD. Le projet a pour objectif de réduire l’exclusion financière pour contribuer à la réalisation (1) des Objectifs de développement durable (ODD), notamment ceux relatifs à l’atténuation de la pauvreté, à la croissance inclusive et à la réduction des inégalités et (2) des objectifs nationaux d’atténuation de la pauvreté. Le PNUD et l’UNCDF estiment que l'audit des systèmes d'information fait partie du processus d'audit global, pour assurer la maximisation du contrôle et l'atténuation des risques. Ils recherchent une assurance indépendante et objective pour déterminer si les systèmes d'information de gestion (SIG) permettent de : maintenir les données et l'intégrité du système ; fournir des informations pertinentes et fiables ; atteindre les objectifs organisationnels et consommer les ressources efficacement.A travers le projet ACTIF, le PNUD et UNCDF ont accompagné des Coopératives d’épargne et de Crédit (COOPEC) et Institutions de Microfinance (IMF) afin de répondre efficacement à leurs besoins de gestion, d’intégrité et de fiabilité de l’information. Il s’agit de doter chacune des institutions d’un système d’information de gestion performant (SIG en sigle) leur permettant d’avoir une gestion intégrée des opérations transactionnelles adaptée aux besoins d’informations internes (Conseil d’Administration, Direction Générale, Agences, Agents opérationnels, clients, etc) et externe (Banque Centrale du Congo, Direction Générale des Impôts, partenaires techniques, etc).Le présent appel porte sur le recrutement d’un candidat pour réaliser l’audit des SIG des Institutions de Microfinance et Coopératives d’Epargne et de Crédit partenaires du Projet ACTIF. |

**2. OBJECTIF**

|  |
| --- |
| L'objectif général de la mission d’audit est d’effectuer un examen général des SIG déployés, d’établir un constat des points forts et faibles et dégager ainsi les recommandations d’amélioration.Les objectifs spécifiques de la mission sont : * Contrôler et auditer l'application opérationnelle par rapport à la documentation, par rapport au cahier des charges d'origine et par rapport aux besoins actuels des utilisateurs ;
* Vérifier les dispositifs de contrôle en place ;
* Evaluer la fiabilité des traitements : l'analyse des erreurs ou des anomalies ;
* Mesurer les performances des SIG : délais des temps de satisfaisants même en période de forte charge, nombre d'opérations effectuées par le personnel dans des conditions normales d'utilisation ;
* Identifier, évaluer et déterminer les risques (opérationnels, financiers, de réputation…) associés à l’utilisation du SIG.
 |

 **3. PERIMETRE DE L’AUDIT**

|  |
| --- |
| **3.1 Les institutions financières partenaires concernées par l’audit SIG**Le présent appel à candidatures couvre l’ensemble des sites ou provinces correspondant à la présence des partenaires (COOPECs et IMFs) suivantes :* MUTUELLE BOMOKO, Kinshasa
* COOPEC GUILGAL, Kinshasa
* COOPEC BANTU, Kananga
* CAMEC INKISI, Kongo Central
* COOPEC BAGIRA, Bukavu
* IMF PAIDEK, Bukavu
* IMF MAMAN TOMBWAMA, Gbadolite

**3.2 Portée des travaux** Les Systèmes d'Information de Gestion (SIG) des Coopec et IMF partenaires disposent de différentes fonctions et activités couplées à plusieurs installations informatiques dans une agence centrale ou dans différents points de services. Il existe des risques inhérents aux Systèmes d'Information et de Gestion qui peuvent avoir un impact sur le SIG de différentes manières. L'audit du Système d'information est nécessaire pour fournir une assurance sur l'application en évaluant l'efficacité fonctionnelle, l'infrastructure technologique et la sécurité du système d'information informatisé au moyen d'une évaluation des risques, d'une évaluation du contrôle interne et de tests détaillés des données associées.L'auditeur des Systèmes d'Information de Gestion (SIG) doit adopter une approche fondée sur les risques pour élaborer un plan d'audit. L'auditeur des SIG est tenu de se référer au cadre et aux normes sur les SIG pour les institutions de microfinance.Les principaux éléments de l'audit SIG peuvent être largement classés :• **Examen général des SIG** - Couvre la fonctionnalité et l'évolutivité avec les futurs besoins d'intégration, s'il a la capacité de croître et de s'étendre avec une institution de microfinance au fur et à mesure que l'organisation évolue et ajoute des fonctions et des clients.Les SIGs déployés devraient disposer des principales fonctionnalités suivantes :* Gestion des clients
* Gestion des membres
* Gestion des Comptes des épargnes
* Gestion de l’épargne à la carte
* Gestion des Crédits
* Gestion des Caisses
* Gestion des Comptabilités Générale et Analytique
* Gestion des immobilisations
* Gestions du budget
* Collecte et Caisse mobile
* Être intégrée et avoir des capacités de déploiement et de fonctionnement en multi sites centralisés, avec une agrégation au niveau du Siège.
* Gestions multidevises
* Prise en charge du Plan Comptable des Coopératives d’épargne et de crédit et de microfinance en vigueur (PCCI)
* Production des états, ratios et indicateurs de performances règlementaires tels que définis par la Banque Centrale du Congo (BCC)
* Production des états financiers fiscaux conformes aux exigences de la Direction Générale des Impôts (DGI) de la RDC.
* Être centrée sur le client et être capable d’offrir des services complémentaires et « ineffaçable » avec les nouveaux canaux de distribution tels que les POS, ATM, Mobile Banking et Internet Banking et SMS banking, etc.

• **Examen de l'intégrité des données** - Fournir l'assurance que la qualité et l'intégrité des données traitées garantissent des rapports de gestion précis et complets, si la conception et la structure de la base de données fournissent la meilleure conception possible pour les besoins organisationnels et l'application correspondante, un traitement efficace et efficient des systèmes d'information. Le but est d'examiner les données en temps réel pour vérifier l'adéquation des contrôles, des calculs et l'impact des faiblesses.• **Examen de la validation des rapports** - Pour examiner dans quelle mesure les rapports intégrés couvrent la gestion, les opérations et les exigences réglementaires. Fournir l'assurance que les informations présentées sont exemptées d'erreurs, fiables et conformes aux meilleures pratiques de l'industrie aux niveaux national et international.• **Examen de l'administration et du soutien** : examiner la capacité du fournisseur ou du personnel interne à fournir un soutien initial et continu au logiciel, y compris la capacité du fournisseur de logiciel à fournir un soutien et une maintenance. Cette assistance comprend l'installation, la conversion des données, la correction d'erreurs, les requêtes des utilisateurs et les améliorations logicielles périodiques.L'auditeur doit également passer en revue le contrôle d'accès et les autorisations, la gestion des erreurs et des exceptions, les flux de processus métier au sein du logiciel d'application, les procédures et les contrôles complémentaires (niveau de l'entreprise, général, application et contrôle informatique spécialisé)• **Revue de l'évolutivité de l'infrastructure et du système** - Évaluation des risques des systèmes d'information nécessaires au fonctionnement des applications. Par exemple, serveurs, logiciels, ordinateurs, LAN, câblage, VPN et WAN, plan de reprise après sinistre, etc.• **Examen de la sécurité informatique** - Pour garantir que la sécurité des applications, des postes de travail, des serveurs et des réseaux correspond aux objectifs de contrôle du système de contrôle et est appropriée.• **Examen de la continuité des activités** - comprend l'existence et la maintenance du matériel tolérant aux pannes et redondant, les procédures et le stockage de sauvegarde, le plan de continuité des activités, l'efficacité du plan de reprise après sinistre, ainsi que la garantie de l'existence d'un manuel d'audit I.S bien défini et de sa conformité. |

**4. EXIGENCES RELATIVES AU PROFIL DES CANDIDATS**

Le Projet ACTIF sollicite les services de consultants ayant des expériences avérées et des compétences dans le domaine de l'audit informatique, de la conception et de la mise en œuvre de systèmes d'information et de bases de données de gestion des procédures.

**Qualifications académiques :**

* **Education :** Être détenteur (trice) d’un diplômé universitaire (Bac +5) ou d’une Licence en Développement Communautaire/Rural, en Sciences Sociales, sciences politiques, ou autres disciplines similaires

**4.1. Expérience professionnelle**

* Le candidat / doit avoir une expérience minimum de 5 ans dans le déploiement et l’audit des systèmes d’information et gestion (informatiques) ;
* Le candidat / doivent avoir dispensé avec succès un Audit similaire avec d'excellents résultats avérés et des références d’institutions ayant bénéficié de ses services
* Le candidat doit bénéficier d’une expérience dans la finance inclusive ;
* **Compétences et expertise prouvées en analyse de Systèmes d’Information et de Gestion des institutions de microfinance en Afrique ;**
* **La maitrise du Français et bonne compréhension de l’anglais.**

**4.2. Compétences**

* **Une solide expérience dans le domaine de SIG, dans les finances inclusives,**
* **Connaissance pratique approfondie des questions interdisciplinaires de Systèmes d’Information et de Gestion en Afrique ;**
* **Faire preuve de compétences solides en communication écrite et orale, en capacité d’écoute et réceptivité aux opinions des autres ;**
* **Capacité à travailler avec les agences partenaires des Nations Unies ;**
* **Capacité à partager les connaissances, les leçons apprises et les expériences comparatives avec les institutions financières.**

**5. PROCESSUS DE SELECTION DES CANDIDATS**

Le/la consultant/e individuel(le)sera évalué(e) sur la base de la méthodologie de Notation combinée. Lorsque cette méthode d’évaluation est utilisée, le contrat est attribué au consultant individuel dont l’offre a été évaluée et jugée :

* Répondante/conforme/ acceptable et,
* Ayant reçue la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères technique et financier spécifiés
* Pondération de l’évaluation technique : 70 %
* Pondération de l’évaluation financière : 30 %

L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.

Le marché sera attribué au/à la Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).

1. ***Les propositions techniques***

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères d´évaluation**  | **Points maximum** |
| **Qualification et expérience du consultant** | **60** |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle un diplôme universitaire BAC+5 ou d’une Licence en Développement Communautaire/Rural, en Sciences Sociales (économie, gestion, Banque), sciences politiques, ou autres disciplines similaires ? | 10 |
| Le/la soumissionnaire dispose-t-il/elle d’une expérience pertinente d’au moins 5 ans dans la mise en œuvre des projets de développement, en particulier en matière de finance inclusive ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire dispose-t-il/elle d’une expérience pertinente d’au moins 2 ans dans l’accompagnement et le renforcement des capacités des acteurs administratifs et/ou des associations communautaires et le renforcement des capacités technique de leurs Animateurs ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle de l’expérience pratique dans la conception, la gestion, le suivi et l’évaluation de projets de développement et/ou de politiques publiques/sectorielles ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle une expérience dans le système des Nations Unies, en particulier au PNUD ou des organisations internationales ? | 5 |
| **Méthodologie, approche et plan de mise en œuvre proposés** | **40** |
| L´approche méthodologique proposé est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les termes de référence ?  | 20 |
| Le chronogramme/plan de travail proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ? | 20 |
| **Total note proposition technique**  | **100** |

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points, cette note technique sera pondérée a 70%.

1. ***Les propositions financières***

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées. Une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

* ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante) /Offre financière de A] x 30***

**Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**

Le/la Consultant(e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts dans l´Annexe II (Lettre de soumission au PNUD). Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter, dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire.

Le/la consultant/e devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue.

Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionné dans la Section 3 – Livrables et Tranches de Paiement.

***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.***

**Durée et localisation de l’opération « Audit »**

* La mission de l’audit s’étendra sur une durée maximale de 60 jours calendaires y compris celle du rapportage.
* La mission couvrira les implantations des institutions financières partenaires : Kinshasa, Inkisi (Congo central), Bukavu (Sud Kivu), Kananga (Kasaï), Gbadolite (Nord Ubangi).
* Démarrage souhaité le plus tôt possible.

**CHRONOGRAMME ESTIMATIF**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Ville** | **Institutions** | **Nombres des jours** |
| **Kinshasa** | **Coopec Guilgal et Mutuelle Bomoko**  | **5**  |
| **Inkisi (Kongo Central)** | **Camec Inkisi** | **3** |
| **Bukavu (Sud-Kivu)** | **IMF PAIDEK, Coopec BAGIRA** | **10** |
| **Gbadolite (Nord-Ubangi)** | **IMF Maman Tombwama** | **10** |
| **Kananga(Kasaï Central)** | **Coopec Bantu** | **6** |

**9. LIVRABLES ET PAIEMENT**

Les éléments suivants seront fournis :

* Une Note de cadrage de l’audit et compréhension de l’environnement informatique
* Un rapport d'audit avec un bref résumé analytique contenant les objectifs de l'audit, la portée, l'approche, la conclusion générale et les principaux problèmes commerciaux.
* Un résumé détaillé des observations à l'appui du rapport, contenant les observations sur les domaines susmentionnés, les risques / implications et les recommandations d'amélioration dans les domaines de risque identifiés, est également requis.

Les paiements seront effectués sur la base de la réception et de la validation des produits livrables, et le décaissement des paiements devra être approuvé par le Spécialiste de Programme Finance Inclusive et Economie Numérique, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Échelonnement de la subvention** | **Livrables à fournir par le consultant pour valider le paiement** | **% du paiement du montant total** |
| 1ère tranche : A la signature de la convention de partenariat | **Note de cadrage de l’audit*** Le planning d’intervention
* Le mode de fonctionnement et de communication
* Les outils de reporting

**Compréhension de l’environnement Informatique*** Stratégie d’audit et d’évaluation
* Stratégie de contrôle et d’analyses des risques liés aux SIG
* Mise en place d’outils et des ressources d’audit et d’évaluation.
 | 40% |
| 2ème tranche : | **Rapports de travaux**Les éléments suivants seront fournis à la fin de ces travaux :• Un rapport final d'audit avec un bref résumé analytique contenant les objectifs de l'audit, la portée, l'approche, la conclusion générale et les principaux problèmes commerciaux.• Un résumé détaillé des observations à l'appui du rapport, contenant les observations sur les domaines susmentionnés, les risques / implications et les recommandations d'amélioration dans les domaines de risque identifiés, est également requis.* Evaluation SIG
* Rapport de risques identifiés
* Rapport Contrôles spécifiques : environnement informatique des partenaires
* Rapport des contrôles classiques : pièces et documents.
* Documents d’orientations
 | 60% |

En plus des prestations générales mentionnées dans le tableau ci-dessus, des prestations spécifiques pourront être demandées par l’UNCDF.

Le candidat devra soumettre son rapport final et son évaluation au plus tard 15 jours après la fin de la mission.

Les livrables et toute correspondance entre le candidat et l’UNCDF doivent être en français.

**Documents constitutifs de l’offre**

Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :

**1. Proposition technique :**

1. Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature ;
2. Une présentation détaillée de l’approche méthodologique et de l’organisation envisagée de la mission (chronogramme et plan de travail) ; cette méthodologique devra ressortir les différentes étapes à savoir la collecte des informations, la validation des options retenues, la consolidation des documents, la validation par le PNUD et les parties prenantes,
3. CV détaillé incluant notamment les expériences acquises dans les projets, domaines similaires ou connexes et 3 références.

**2. Lettre d´offre avec une proposition financière – *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2**

* Le/la Consultant(e) doit remplir et signer la *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2.
* Le/la Consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (le modèle du tableau des couts est joint à la Lettre de soumission – pages 4-5).

**11. AUTRES INFORMETIONS PERTINENTES**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unies. Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXE 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEXE 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****